

Donald Trump a bien payé des impôts

Etats-Unis Surgi de nulle part, un extrait de sa déclaration fiscale de 2005 l'atteste.

Un tout petit coin du voile a enfin été levé sur les revenus de Donald Trump, dans des circonstances pour le moins insolites: la chaîne de télévision MSNBC a, en effet, publié mardi soir les deux pages principales de la déclaration d'impôts du couple Trump en 2005. Ces documents ont été découverts par le journaliste indépendant David Cay Johnston, qui assure les avoir trouvés... dans sa boîte aux lettres.

Johnston, qui est l'auteur du livre "The Making of Donald Trump" (2016), a travaillé notamment pour le "New York Times", et a remporté le prestigieux prix Pulitzer en 2001 pour son enquête sur le caractère injuste du code fiscal américain, a déclaré ne pas exclure que ce soit le Président lui-même qui lui ait envoyé les documents. "Donald Trump a souvent fait fuiter des informations sur lui-même lorsqu'il pensait que cela pouvait servir ses intérêts", a-t-il expliqué. "Est-ce que quelqu'un croit vraiment qu'un reporter, dont personne n'a jamais entendu parler, est allé chercher son courrier et a découvert mes feuilles d'impôts? Fausse nouvelles!", a répliqué l'intéressé sur Twitter mercredi.

Taxé à 25 %

La déclaration montre que Donald Trump a payé en 2005 quelque 38 millions de dollars d'impôts sur un revenu de 153 millions, soit un taux d'imposition d'environ 25%. Ce que les documents révèlent aussi, c'est que le magnat de l'immobilier est parvenu à réduire son revenu imposable, cette année-là, en déduisant 100 millions de pertes. De quoi confirmer l'habileté à exploiter toutes les ficelles du code fiscal dont s'était vanté à loisir le candidat à la Maison-Blanche.

Ce n'est, toutefois, pas cela que retiennent les partisans du Président, mais plutôt la preuve que l'homme d'affaires a – au moins une fois – bel et bien payé des impôts. Pour avoir obstinément refusé de publier ses déclarations fiscales, contrairement à la tradition pour les candidats à l'élection présidentielle, Donald Trump avait alimenté les suspicions. Hillary Clinton lui avait reproché d'avoir systématiquement éludé l'impôt.

Il n'est donc pas surprenant que la Maison-Blanche se soit empressée de confirmer les chiffres présentés par David Cay Johnston et MSNBC. Et la présentatrice de l'émission à l'origine des révélations, Rachel Maddow, réputée sympathisante démocrate, est devenue du jour au lendemain la coqueluche des Républicains.

Ph. P.

Première prise de température

Proche-Orient Le conseiller de Donald Trump a rencontré MM. Netanyahu et Abbas.

Eclairage Claire Bastier
Correspondante à Jérusalem

Prudence et diplomatie. Lui qui arbore facilement sa kipa noire en public, c'est tête découverte que Jason Greenblatt effectue cette semaine sa première tournée en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés. Depuis son arrivée, l'envoyé de l'administration Trump en charge des négociations internationales avance à pas prudents pour "écouter et discuter des vues des dirigeants de la région sur la situation actuelle et voir comment avancer pour la paix", selon l'annonce du département d'Etat à Washington.

Au cours d'un entretien de cinq heures, lundi, avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, M. Greenblatt a "réaffirmé l'engagement du président Trump en faveur de la sécurité d'Israël et des efforts pour aider Israéliens et Palestiniens à atteindre une paix durable par des négociations directes", résume le communiqué du bureau de M. Netanyahu.

L'épineux débat sur les colonies juives a également été abordé. Après l'annonce de la construction de 5000 nouveaux logements en janvier dernier, le président américain Donald Trump avait estimé que la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-est ne représentait pas "une bonne chose pour la paix" et incité le gouvernement israélien à calmer ses ardeurs. C'est pour cette même raison que le vote du projet de loi sur l'annexion du bloc de Maale Adumim (40000 habitants) prévu ce mardi 14 à la Knesset (le Parlement israélien) a été repoussé à dimanche 19, après le départ de M. Greenblatt. Même si la droite nationaliste religieuse israélienne compte toujours sur le soutien américain dans ses velléités annexionnistes, rien n'est moins sûr à l'heure actuelle.

Attachement aux deux Etats

Le lendemain, M. Greenblatt a rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à Ramallah. Celui-ci a réitéré son attachement à la solution à deux Etats en attendant une discussion en direct avec le président américain, qui l'a invité à la Maison-Blanche dans les prochaines semaines. Selon un communiqué émis par le Consulat américain à Jérusalem, Washington et Ram-

allah auraient répété leur détermination à combattre la terreur et la violence, et évoqué les conditions d'un développement de l'économie palestinienne.

Si aucun plan pour la reprise des négociations n'a été décidé à l'issue de ces entrevues, la visite de M. Greenblatt signale "l'engagement de l'administration américaine" dans la reprise du processus de paix, fait remarquer Emmanuel Navon, professeur en relations internationales à l'université de Tel Aviv: "Trump a donc décidé de ne pas laisser tomber ce dossier."

Le 16 février à Washington, le président américain avait déclaré que, concernant la résolution du conflit israélo-palestinien, les deux parties concernées devaient convenir de la "solution qu'ils préfèrent". Son propos avait sonné, selon certains, la fin d'une solution à deux Etats, un pilier de la politique américaine au Proche-Orient depuis 2001.

Mais, "si Trump exige prochainement de Netanyahu un plan de négociations, il le mettra ainsi face à ses responsabilités", notamment par rapport à sa coalition, note Emmanuel Navon. Avocat spécialiste en immobilier, M. Greenblatt n'est certes pas un expert en diplomatie. Mais peut-être dégagera-t-il une nouvelle approche dans la résolution du conflit.

EN BREF

Vatican

Licencier abusivement : un "grave péché"

"Ceux qui, pour des manœuvres économiques et dans le but de conclure des accords qui ne sont pas totalement transparents, ferment des usines, liquident des entreprises et privent des personnes de leur travail, commettent un très grave péché", a déclaré le pape François mercredi, place Saint-Pierre. Il s'exprimait lors de son audience hebdomadaire. (Reuters)



Ethiopie

Rapt de 43 enfants par des Sud-Soudanais

Des hommes armés venus du Soudan du Sud ont tué 28 personnes et enlevé 43 enfants en Ethiopie, a annoncé mercredi le porte-parole du gouvernement régional de Gambela. Les raids se sont produits dimanche et lundi dans les zones de Gog et Jar. "Des bandits murles (ethnie commune aux deux pays, qu'un conflit oppose aux Nuers au Sud-Soudan) ont mené cette attaque." "L'armée éthiopienne est à leur poursuite. Les assaillants n'ont pas encore regagné le Soudan du Sud", a-t-il ajouté. (Reuters)

1 million

Espagnols partis à l'étranger depuis 2009.

Près d'un million d'Espagnols se sont installés à l'étranger depuis 2009, quand le pays était en pleine crise économique, et plus de 100 000 l'an dernier.

Espagne

Record d'audience pour la messe télévisée

Le parti de gauche radicale espagnol Podemos, qui a déposé une proposition de loi visant à supprimer un programme TV diffusant la messe, a provoqué un record d'audience pour celle de dimanche dernier (21 % au lieu de 7 % habituellement) et une pétition qui avait déjà recueilli mercredi 82 000 signatures. Dans un pays qui a vécu longtemps sous l'emprise de l'Eglise, près de 70 % des Espagnols se déclarent encore catholiques mais à peine 15 % disent aller à la messe toutes les semaines.

Grande-Bretagne

Il était stressé, donc pas de crime de guerre

Un soldat britannique condamné à perpétuité en 2013 pour avoir exécuté un taliban blessé en Afghanistan a vu mercredi le motif de sa condamnation requalifié en homicide involontaire par une cour d'appel militaire, dans une affaire qui divise le Royaume-Uni. Les juges ont estimé que l'accusé avait "souffert de facteurs de stress tout à fait exceptionnels" en Afghanistan, qui ont eu pour "conséquence qu'il a développé une haine des talibans et un désir de vengeance". (AFP)

LA DIPLOMATIE POUR LES NULS

Etre femme et journaliste au Congo

Par Marie-France Cros

La Journée internationale de la Femme, le 8 mars, a souvent été célébrée de manière très particulière au Congo-Kinshasa. A plusieurs reprises, des agents de police y ont vu une bonne occasion de donner une leçon de dignité féminine aux gourmandines ayant adopté le pantalon ou la mini-jupe au détriment du pagne (introduit par la colonisation) – même si la crise économique a mis ce dernier hors d'atteinte de nombreuses Congolaises, qui doivent se rabattre sur la friperie. Ils les ont donc dénudées dans la rue en déchirant les vêtements litigieux. L'exemple policier a, à plusieurs reprises, été copié par des enfants des rues, persuadés que le pagne est "obligatoire" pour les femmes le 8 mars.

Cette Journée a, au Congo, été étirée pour donner lieu à un "mois de la femme", célébré par de nombreux discours cette année.

Nos consœurs journalistes de la très officielle Agence congolaise de presse (ACP) ont ainsi eu droit, mardi dernier, à une "causerie morale" du directeur général ad interim de l'agence, dont celle-ci a rendu compte en une dépêche intitulée "Les femmes de l'ACP appelées à faire preuve de grandeur d'âme". L'orateur a recommandé à son auditoire féminin

d'"exceller dans le travail bien fait en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable, visant notamment l'accès équitable aux postes de décision", indique la dépêche. Ce qui n'a pas empêché le directeur général d'ajouter : "La femme doit se contenter de ce qu'elle a, elle ne doit pas envier et ne pas jalouser mais plutôt savoir dire merci et pardon."

Au cas où nos consœurs n'auraient pas encore compris où était leur place, l'orateur a, selon la dépêche, comparé la femme "de jadis, qui était respectueuse, tendre et éduquée", à celle d'aujourd'hui qui "ne fait que s'aliéner en copiant la culture des Occidentaux".

Les conseils du directeur ad interim prennent tout leur sel quand on sait que, selon une étude de Save the Children (2013), le Congo-Kinshasa est le pire pays au monde pour devenir mère (1 risque sur 30 de mourir en couches, contre 1 sur 12 200 en Finlande) ou qu'il détient le record du monde (2012) des maternités précoces. Et que "70 % des femmes (y) sont victimes d'exploitation éhontée de la part des hommes et de leurs communautés", selon une étude de M. Wani Ivon, chef de travaux à l'Enseignement supérieur, cité par... l'ACP en juillet 2003.

FOURNISSEUR MULTI-ÉNERGIE 100% BELGE
ÉLECTRICITÉ - GAZ - MAZOUT

DEVENEZ CLIENT OCTA+ ET BÉNÉFICIEZ DE NOMBREUSES RÉDUCTIONS!

Invitez-vous sur octaplus.be avec le code promo: WELCOME

OCTA+ conditions et plus d'infos sur www.octaplus.be/welcome

HIVE MADE

Apprendre à Entreprendre

Venez faire vos premiers pas dans un club passionné par l'entrepreneuriat :

Liège

sam 18 mars 14h00

info et inscription

www.hivemade.be